
Éditorial : Dix ans, vingt numéros, 152 articles, et après...



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1562>

ISSN : 1777-5434

Éditeur

Association des ruralistes français

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

ISSN : 1280-374X

Référence électronique

« Éditorial : Dix ans, vingt numéros, 152 articles, et après... », *Ruralia* [En ligne], 20 | 2007, mis en ligne le 07 mai 2008, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ruralia/1562>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

Éditorial : Dix ans, vingt numéros, 152 articles, et après...

- 1 Avec ce numéro 20, notre revue offre à ses lecteurs une maquette renouvelée, plus claire, plus agréable à la lecture – du moins était-ce l'intention principale de l'équipe rédactionnelle et d'Antoine Leroux-Dhuys qui l'a assistée de ses grandes compétences professionnelles. Le changement n'est toutefois pas seulement esthétique, *Ruralia* se devant de mieux mettre en valeur son contenu dans un contexte de généralisation des outils statistiques d'évaluation et de normalisation de la recherche – contexte particulièrement hostile pour les sciences sociales, et plus encore pour les entreprises pluridisciplinaires. Il importait donc, sans rien renier de l'indépendance et de l'ouverture éditoriales qui nous caractérisent, de mieux assurer notre lisibilité.
- 2 Désormais, le sommaire distinguera trois catégories de textes :
 - Les articles scientifiques, bien sûr, sélectionnés par un comité de lecture pluridisciplinaire renouvelé, qui gardent toute leur valeur heuristique, et pour lesquels nous maintenons un format à la fois souple et large, laissant aux auteurs de recherches originales tout l'espace nécessaire à l'exposition de leurs références historiographiques, de leurs propositions méthodologiques et de leurs résultats.
 - Les présentations de « terrains » ensuite, qui constituent une nouvelle section, faite de textes moins longs, qui offrent un caractère de science en mouvement et que nous souhaitons ouvrir à des rapprochements thématiques, soit sur un numéro avec une coordination des auteurs, soit en forme de feuilleton comme pour le dossier « AMAP » initié par Patrick Mundler dans cette livraison. Il nous semble qu'il y a là un moyen à la fois de faire émerger de nouveaux questionnements et de contrecarrer la tendance à la discontinuité de la recherche sur contrats courts à laquelle les évolutions institutionnelles nous contraignent de plus en plus fréquemment.
 - Enfin, une dernière section, qui ne sera pas ouverte dans chaque numéro, mais seulement lorsque l'occasion s'en présentera, voudrait faire une place à des articles de synthèse dus à des auteurs confirmés. Ces derniers présenteront un bilan historiographique et des hypothèses analytiques globales sur une question intéressant les diverses sciences sociales actives sur l'objet « rural » : ces textes seront rédigés soit dans une logique monodisciplinaire avec un ou plusieurs auteurs faisant le point sur un champ

ou une question, soit dans une logique pluridisciplinaire, avec une pluralité de signatures attestant la réalité du croisement des méthodes et des concepts dans les équipes de recherche. Dans une phase de parcellisation de la production scientifique, il importe plus que jamais de redonner de la visibilité aux enjeux de savoir et une cohérence dans le maniement des références et des notions – ce que Ludwik Fleck appelait « style scientifique ».

- 3 Une autre évolution de notre revue porte sur l'équilibre entre publication papier, réservée aux abonnés, et publication électronique, ouverte à tous sur le portail *revues.org*, mais au bout de quatre années seulement pour les articles en texte intégral. Sans toucher aux principes de la charte du site, il nous semble nécessaire de prendre en compte le coût et la qualité différentiels des documents annexes, de plus en plus nombreux dans les propositions d'articles de la plupart des disciplines présentes dans le champ des études rurales. Les critères de couleur, de format et d'interaction entre documents plaident incontestablement pour un basculement vers l'édition électronique. En revanche, le confort de la lecture et la disponibilité dans la longue durée des textes continuent de pencher du côté de l'édition papier. Nous avons donc choisi de ne plus publier en version papier que les documents du type texte, carte de situation ou graphique simple dans le corps de l'article, et de réserver tous les autres pour la version électronique, avec mise en ligne immédiate. De même, pour des raisons d'économie de papier, nous pensons réserver prochainement la bibliographie ruraliste au seul site internet. Sans doute faudra-t-il développer un jour le système de liens hypertextes permettant de passer du site de la revue à des banques de données extérieures, mais nous ne pouvons aller trop vite dans ce domaine, au risque de « perdre » à la fois nos lecteurs et la maîtrise éditoriale des contenus.
- 4 On l'aura compris, ce numéro 20 ne représente pas une révolution achevée, mais en mouvement. Et comme toute institution en chantier, nous regrettons de ne pouvoir offrir immédiatement à nos lecteurs un service complet. Les comptes-rendus, notamment, sont absents de ce numéro, renvoyés au numéro 21 et à une réorganisation de l'économie générale de cette rubrique que rend nécessaire l'explosion du nombre des publications dans le champ des études rurales et la difficulté pour une petite équipe rédactionnelle d'assurer non seulement la veille, mais également la mise en débat de ce que les différentes disciplines produisent. Que les lecteurs impatients nous pardonnent cette lacune, et que les bonnes volontés s'expriment pour nous aider à la combler du mieux possible.
- 5 Notre section d'articles se présente en revanche dans sa nouvelle organisation, à peu près définitive, avec sept contributions représentant quatre disciplines et avec une réelle ouverture internationale – l'un des objectifs importants de notre politique de renforcement scientifique.
- 6 La première contribution, comme à l'accoutumée, est celle d'un historien. Nul doute pourtant que la thématique de recherche de Charles Wright, la genèse de la représentation de l'État dans les sociétés rurales à travers la conflictualité, intéressera tous ceux qui se refusent à analyser les rapports au pouvoir dans des catégories anhistoriques : ils pourront trouver dans un exemple passé bien documenté une utile leçon de sémiologie des rapports politiques. Qu'est-ce en effet que l'anti-étatisme rural, si l'on se prend à contextualiser à la fois ce qu'est l'État, les agents et les pratiques par lesquels il entre en contact avec les sociétés locales, et les univers de sens à partir desquels ces dernières pensent l'englobant ? C'est ce que l'auteur nous propose dans la

période charnière du premier 19^e siècle, entre maturation de l'héritage révolutionnaire et prémices du mouvement d'étatisation moderne, à travers l'analyse d'une série de « violences paysannes » dans le département de la Corrèze. Où il apparaît effectivement que la catégorie de l'« État » n'est guère pertinente pour comprendre les attitudes collectives des communautés rurales de cette période, mais également – et symétriquement – qu'une histoire sociale fine des représentants de ce même État révèle toute la complexité et la lenteur du processus de construction de la chose publique. « Dans ces conditions, comment les paysans corréziens auraient-ils pu procéder à l'opération mentale consistant à découper dans le réel un ordre institutionnel autonome (l'État) délimitant un espace d'activités bien différencié (l'administration) et consacrant des règles et des rôles impersonnels (fonctionnaires) ? »

- 7 Le second travail de recherche, fondé sur des archives, n'est pas l'œuvre d'un historien, mais d'une géographe qui a su de longue date intégrer les pratiques de la discipline-sœur : après une publication dans nos colonnes sur la dynamique contemporaine de territorialisation en liaison avec les AOC fromagères à travers l'exemple du maroilles (n° 15 2004), Claire Delfosse nous propose en effet, dans le contexte d'essor du secteur laitier et fromager du premier 20^e siècle, une exploration de la mutation économique, culturelle et spatiale par laquelle l'élevage caprin passe du statut d'élevage marginal au rang de secteur productif à part entière. Où l'on découvre que la chèvre a une aptitude étonnante, dans cette période de forte différenciation fonctionnelle de l'urbain et du rural, à bondir malicieusement d'un espace à l'autre – tantôt animal nourricier des « estomacs délicats » de la ville, et tantôt cheptel d'appoint de la petite exploitation rurale. Une aptitude qui se double d'une remarquable ubiquité sociale, entre une image d'animal du pauvre et une propension à séduire les « bergères » de la bonne société et les promoteurs de l'hygiénisme. De fait, la chèvre s'essaie, dans l'ombre du gros bétail, à trouver son propre chemin vers l'excellence rurale, dans un recours discret aux mêmes formes de sélection, de diffusion, de vulgarisation par des cercles et de promotion agroalimentaire. La mise en valeur du lait ne connaît toutefois qu'un succès éphémère ; et c'est bien par les fromages et par une articulation avec la production des identités régionales, dans l'entre-deux-guerres puis dans la seconde moitié du siècle, que l'élevage caprin parvient à se stabiliser dans le paysage rural. Resterait à faire le lien entre Jenny Nattan et les bergères improvisées des années 1970, entre les hygiénistes des années 1920 et la promotion de la « rusticité » des années post-productivistes...
- 8 Avec l'article de Christophe Masutti sur la structuration institutionnelle de l'expertise agronomique dans le contexte de la crise de l'agriculture américaine dans les années 1930, c'est un champ particulièrement dynamique et innovant de la recherche historique que nous avons le plaisir d'accueillir dans notre revue. Un champ dans lequel la recherche anglo-saxonne est à l'évidence plus engagée que nous, ce qui explique que le terrain de recherche nord-américain soit mieux balisé que celui de l'Europe continentale. « C'est la triple convergence entre une catastrophe environnementale, une prise en charge gouvernementale et l'émergence de nouveaux champs de recherche et d'action, qui fait des États-Unis des années 1930 une référence et permet, d'un point de vue méthodologique et en guise d'étude de cas, d'apporter à l'histoire environnementale quelques outils de l'histoire des sciences et des politiques publiques ». Nul doute que la méthodologie et les analyses de Christophe Masutti ne trouvent un écho favorable chez les spécialistes des terrains européens et, plus encore peut-être, des terrains coloniaux par lesquels l'agronomie française a en partie assis sa légitimité. L'articulation d'une

histoire sociale de l'expertise et d'une géohistoire de l'environnement s'avère particulièrement féconde. Dans la lignée d'une historiographie critique de la mise en récit des faits, l'auteur propose, à travers l'analyse des acteurs de l'institutionnalisation de la protection des sols dans le contexte du *dust bowl*, une réflexion stimulante sur la construction de l'environnement comme « problème ». Et si, naturellement, la jonction entre experts et administration ne représente qu'une partie du jeu social, la richesse de la documentation sur ce segment valide pleinement le choix heuristique d'une entrée « par le haut » dans cette histoire. La réception et éventuellement les arrangements ou corrections apportés par les exploitants au nouveau système de normes constituent l'étape suivante de la mise en histoire globale de cette crise.

- 9 On se gardera d'enfermer dans une identité disciplinaire trop précise la communication d'André Micoud sur la genèse des parcs naturels français dans les années 1930 à 1970. Il s'agit de fait d'un sujet d'histoire. Mais l'auteur se défend de proposer la chronique, préférant esquisser une prosopographie des « pères fondateurs » de la mise en « nature » des montagnes. Une prosopographie qui n'a pas pour but une critique sociologique serrée de la production par le haut de la « protection » des espaces fragiles, mais bien davantage une réflexion décalée, placée sous les auspices de l'herméneutique de Hans-Georg Gadamer, sur les régimes de valeur à partir desquels sont pensés les projets collectifs. Le grand mérite de la démarche d'André Micoud est d'ouvrir largement la discussion sur l'objet dont il s'est emparé, et de l'avoir situé à un niveau tel qu'il peut être saisi par tous les systèmes disciplinaires. On pourra y lire, notamment, une invitation à penser cette dynamique de création des parcs naturels sous l'angle de l'agrarisme et du système de représentations par lequel il a su franchir les écueils de la conjoncture du 20^e siècle pour se réinventer dans des formes inattendues. « Ruralisme, naturalisme et spiritualité », pour reprendre le triptyque de l'auteur, demandent à être interrogés dans l'effectivité de leur manipulation symbolique par les acteurs sociaux : la prosopographie est la bonne méthode ; il faut désormais en définir les contours et en planifier la réalisation.
- 10 Jaume Binimelis Sebastián, Antoni Ordinas Garau et Joana Maria Arrom Munar proposent une monographie géographique, plus classique dans sa forme mais tout aussi soucieuse de périodisation : elle porte sur la transition post-productiviste du système d'élevage dans l'île espagnole de Majorque. Leur enquête auprès des exploitants comprend en effet un volet « mémoriel » important, qui représente une contribution bienvenue à la réception, dans une région singulière, de l'intégration de l'Espagne à la CEE et à sa Politique agricole commune. L'île de Majorque, en effet, a été un laboratoire particulièrement intéressant des mutations agricoles du dernier demi-siècle. Elle a connu de manière brutale et accélérée ce que d'autres régions d'Europe avaient expérimenté dans la longue : le passage d'une polyculture autocentrée à un système monocultural intensif puis, de ce dernier, mal stabilisé, à une diversification dans le cadre d'une économie touristique. Gageons que la mode actuelle des chevaux de randonnée n'est pas la dernière mue que les exploitations de l'île auront à affronter...
- 11 Autre espace, autre échelle : c'est à une analyse comparée des caractéristiques socio-économiques et des perceptions de l'isolement dans huit localités du bas Saint-Laurent que nous convie le géographe québécois Majella Simard, dans une étude détaillée du questionnaire produit dans le cadre de sa thèse de doctorat à la fin des années 1990. Si la thématique de la déprise est bien connue des lecteurs français, ils trouveront dans l'étude de Majella Simard des caractéristiques assez différentes toutefois des Alpes du sud ou du Massif central, avec notamment un rapport à la distance géographique, à la puissance

publique ou aux services bien différent de celui qui structure les débats en France sur la « désertification ». Les localités rurales étudiées par l'auteur se caractérisent en effet moins par une crise existentielle ou un sentiment d'abandon que par la fragilité de leur emprise sur l'espace, d'une part, et par la ténuité de leur équilibre social, d'autre part : l'agrarisme québécois ne s'inscrit pas dans la même temporalité que l'agrarisme européen. Il y a toutefois un point sur lequel les espaces ruraux fragiles des deux rives de l'Atlantique se rejoignent : c'est l'appel à l'État pour assurer la pérennité du peuplement.

- 12 Dernier article de cette livraison variée, inscrit dans notre nouvelle rubrique « terrains », la première partie du travail réalisé sous la direction de Patrick Mundler, au sein de l'ISARA de Lyon, sur les circuits courts en région Rhône-Alpes. Les associations pour le maintien de l'agriculture paysanne (AMAP) portent dans leur nom même l'héritage idéologique qui en structure les pratiques et que l'on pourrait rapprocher, de manière certes indirecte, du triptyque évoqué par André Micoud. L'analyse qu'en propose Patrick Mundler, dans ce premier article consacré à la création et aux logiques de fonctionnement des AMAP, permet de mettre en lumière le caractère asymétrique de la relation entre producteurs et consommateurs, certes fondée sur une économie du don et du contre-don, mais également inscrite dans une relation « ville-campagne » héritée que le militantisme anticapitaliste ne suffit pas à effacer : comme il l'écrit en conclusion, « une analyse plus distanciée permet de voir que, dans les faits, la solidarité est d'abord descendante, des consommateurs vers le producteur ». Patrick Mundler met également au jour les « arrangements » par lesquels les consommateurs surtout, mais dans une certaine mesure aussi les producteurs, adaptent les règles assez contraignantes des AMAP pour assurer la fluidité et la pérennité du circuit et pour éviter les biais d'un modèle qui a tendance à figer les situations et à segmenter à l'excès le marché. Il n'en demeure pas moins que le succès de ces circuits de distribution a un impact bien supérieur à celui d'une simple « niche », et qu'il convient d'en replacer la signification dans le mouvement d'ensemble de recomposition de la relation entre productions agricoles et consommation.
- 13 Ce numéro se clôt avec les positions de thèse, section à laquelle nous tenons tout particulièrement, tout d'abord parce que nous sommes les seuls à en offrir l'opportunité de manière aussi systématique – que les nouveaux lauréats n'hésitent pas à nous contacter –, ensuite parce qu'il nous semble indispensable d'apprendre aux jeunes docteurs à exprimer face à un lectorat pluridisciplinaire ce que leur propre apprentissage disciplinaire leur a permis d'apporter au débat général sur les questions rurales. La présente livraison, avec quatre positions de thèse très diverses dans leurs orientations, illustre pleinement cet idéal.
- 14 La première, qui ne manquera pas d'intéresser nos lecteurs tant par son sujet que par la méthode d'analyse rigoureuse à laquelle il a été soumis, est due au sociologue Ivan Bruneau, auteur d'un travail d'enquête « compréhensive » sur la dynamique organisationnelle et les logiques militantes internes à la Confédération paysanne. Appuyant son analyse sur deux terrains asymétriques, l'Aveyron du militantisme médiatique et l'Orne de l'implantation discrète, et manipulant les catégories aussi bien de la sociologie des organisations que de l'histoire des institutions et des dynamiques culturelles contemporaines, Ivan Bruneau propose, à travers la « Conf' » et ses membres présents, dont il a sondé les mémoires, une relecture du militantisme rural depuis 1968 qui balaie bien des idées reçues sur les « gauches paysannes ». On retiendra tout particulièrement l'analyse que propose l'auteur de la distance matricielle construite dans cette mouvance entre identité militante et identité professionnelle, à la fois du fait des

trajectoires biographiques propres aux individus, mais également du fait de la dynamique interne de la Confédération paysanne et de son rapport de « confrontation » au syndicalisme majoritaire et à la société globale.

- 15 La seconde position de thèse, plus classique dans sa thématique d'articulation entre appellations fromagères et formes de territorialité, offre l'originalité d'être le fruit d'une bourse CIFRE et de proposer non pas une étude monographique, mais une esquisse de synthèse des situations rencontrées sur le territoire français à partir de l'observation comparée de quatre « pôles AOC ». Son auteur, Julien Frayssignes, dans une démarche de géographie à la fois analytique et prescriptive, propose de repenser la légitimité du système des appellations non plus seulement en mesurant l'« ancrage » territorial, mais également la contribution effective au développement, évaluée à partir d'entretiens auprès des acteurs socio-économiques. Son étude permet de mettre en lumière la contribution différentielle des AOC aux dynamiques territoriales, selon qu'elles fonctionnent de manière segmentée ou qu'elles interagissent avec l'ensemble de la production et de l'offre de services régionales ; bref, de donner aux acteurs et aux décideurs les outils d'une « géographie de la qualité » pour aider la qualité à affronter la rationalité du marché. Vaste problème, pour lequel toute contribution est utile.

- 16 La troisième thèse représente la discipline historique, avec l'exercice particulièrement périlleux de la biographie. C'est à Mathieu de Dombasle (1777-1843) que Fabien Knittel a choisi de s'intéresser, non pas pour en écrire classiquement l'existence sociale et scientifique, mais bien davantage pour « proposer, à travers une biographie d'agronome, l'analyse d'un exemple singulier, en lien avec la configuration dans laquelle l'agronomie devient une discipline scientifique reconnue et institutionnalisée ». Mobilisant des sources très riches, les notions et les outils de l'histoire, de la sociologie des sciences et de l'analyse bourdieusienne de la production des « champs », Fabien Knittel revisite les mythes liés à l'inventeur de « la dombasle » et met en lumière les paradoxes de la mémoire des « fondateurs » : « Mathieu de Dombasle mérite plus de retenir notre attention en raison de sa capacité de diffuseur. Plus qu'inventeur, c'est-à-dire concepteur de matériels nouveaux, Mathieu de Dombasle est un innovateur et un propagateur d'idées, car au-delà de l'invention, réelle ou supposée, il attache une importance particulière à la diffusion et il élabore souvent des procédés de diffusion nouveaux ». Et si la thèse de Fabien Knittel s'inscrit logiquement dans une histoire longue des sciences et des techniques agronomiques, on se permettra de lui trouver des parentés avec l'histoire d'autres champs, et notamment avec celle de l'innovation industrielle et entrepreneuriale telle que l'analyse Patrick Verley : il y a bien, dans ce premier 19^e siècle, un temps de l'innovation et de la structuration des champs d'activité et d'expertise qui a à voir avec la dynamique du développement dans sa globalité.

- 17 Enfin, Danielle Lassalle propose en sociologue une thèse qui s'apparente par bien des traits à une forme d'anthropologie empathique, appliquée à la figure quasi mythique du berger pyrénéen. Le texte qu'elle propose est peut-être davantage une défense et illustration de cette figure et de son rôle de pierre angulaire du système « traditionnel » de mise en valeur de la montagne qu'un discours de la méthode de la sociologie des professions marginales. Les bergers pyrénéens comme derniers des Mohicans ? « Sommés, sous le feu des médias, de trouver une réponse immédiate aux contradictions individuelles entre intention, justification et action engendrée par leur activité quotidienne, ils sont souvent sévèrement jugés pour leurs pratiques (écobuage, nouveaux systèmes de gardiennage) dont le sens et la cohérence échappent aux nombreux autres

usagers de la montagne ». En miroir, ce sont sans doute les efforts des sciences sociales pour penser la valeur des faits sociaux au-delà de la sanction des marchés qui se trouvent en butte à l'incompréhension, et qui font que nous nous sentons solidaires des « producteurs de sens » qui n'ont pas encore su ou voulu en monétiser la valeur...

- 18 Il nous reste à remercier publiquement celles et ceux qui, par leur travail désintéressé, ont contribué à la préparation des textes que nous publions, certes, avec retard. Que Mélanie Atrux et Claude-Isabelle Brelot, relectrices attentives, et que Gaëlle Charcosset, responsable de la mise en ligne de ce numéro sur le site internet de *Ruralia*, trouvent ici l'expression de notre respectueuse gratitude.

- 19 **Jean-Luc Mayaud, rédacteur en chef**
Pierre Cornu, secrétaire de rédaction